



## **SECTION FORCE OUVRIERE DES HAUTES ALPES**

**Local syndical FO à la cité Desmichel, 05000 GAP**

☎ **04 92 52 84 94**

✉ **fo.ddfip05@dgfip.finances.gouv.fr**

🌐 **<http://www.fo-dgfip-sd.fr/005/>**

## **RENCONTRE AVEC LE MINISTRE GERARLD DARMANIN A BRIANCON**

Le ministre des finances et de l'action publique, Monsieur DARMANIN, était dans le briançonnais lundi 8 janvier 2018.

Pour FO, le rencontrer était un impératif, afin de défendre les intérêts locaux et les conditions de vie au travail des agents de notre département. Nous trouvons là une suite logique à la pétition rendue le 14 décembre dernier lors du Comité Technique Local des suppressions d'emplois 2018.

La rencontre a duré 1h30. Étaient présents, FO, la CGT, et la CFDT. L'entretien a débuté avec monsieur Alexandre Brugère, conseiller réforme de l'État et prospective, puis s'est terminée avec le ministre en personne accompagné du député M. Giraud, de la Préfète des Hautes Alpes, Mme Bigot-Dekeyzer, et de notre direction locale Ms. Pareja, Lefort et Rajot.

Le parti pris par la délégation FO fut de présenter les difficultés locales de notre département : les suppressions d'effectifs, l'impact désastreux du passage au tout numérique imposé par notre direction

à marche forcée. Des exemples concrets ont étayé nos propos pour insister sur nos réalités quotidiennes : les suppressions d'emploi effectués sans discernement (une chaise vide = un emploi supprimé) qui condamnent à court terme de nombreuses structures et abandonnent des pans entiers de missions ; les absences non remplacées ; les fonctions supports de la DDFIP qui ne fonctionnent plus ; des risques psychosociaux importants avec des accidents de travail en augmentation.

La réponse apportée par le conseiller tout d'abord, fut pour le moins « administrative » ! Il a tenté de nous faire croire que des millions, voire des milliards d'euros allaient être débloqués et que tout irait très bien... ! Évidemment lui seul en a été convaincu.

On a aussi eu une belle explication sur « l'Action Publique 2022 » !

Les représentants FO ont interrompu la démonstration en expliquant que la belle leçon récitée était en réalité à des années

lumières de notre quotidien... Lorsqu'on supprime une trésorerie dans une vallée comme celle du Queyras ou le réseau internet y est souvent défaillant, c'est une population entière qui est abandonnée. De même pour les personnes fragiles ou incapables intellectuellement de se débrouiller avec une administration toute numérique. Idem pour celles obligées de se déplacer vers l'accueil des SIP parce que l'internet dans le Champsaur ou le Valgaudemar fonctionne « un jour sur deux » ! Les exemples ne manquent pas.

Au tour de Monsieur Darmanin de prendre le relais dans les échanges.

De grands chantiers sont en préparation. Sous couvert des forums et des propositions qui seront rendues par les experts du « comité Action Publique 2022 », le Ministre nous a expliqué qu'il n'y avait pas de tabou concernant la séparation ordonnateur-comptable. D'après lui il y a des doublons entre le travail effectué par les mairies et celui dans les trésoreries. De même, il est possible de supprimer des doublons dans des missions exercées par la douane, l'URSSAF et la DGFIP.

Il a également évoqué les évolutions en matière de contrôle fiscal ...

Depuis le gouvernement a annoncé, le 1<sup>er</sup> février dernier, un véritable plan social pour supprimer 120 000 emplois dans les fonctions publiques (la rémunération au mérite, le recours aux contractuels, les plans de départ volontaire...)

C'est la destruction programmée de la Fonction Publique républicaine porteuse des valeurs de neutralité, d'égalité de traitement du citoyen et de laïcité.

Pour cela, nous devons répondre massivement à l'appel à la grève prévue le 22 mars prochain.

Il y a urgence !

L'entretien s'est terminé à 16h.